

# INTERNATIONAL

## XV<sup>e</sup> RENCONTRE DU CSFEF - MADAGASCAR

*Du 14 au 16 novembre 2016, s'est tenue la XV<sup>e</sup> Rencontre du Comité syndical francophone de l'éducation et de la formation (CSFEF).*

Des représentantes et représentants des syndicats de l'éducation des pays francophone ont convergé vers Antananarivo, capitale de Madagascar, pour prendre part à ce grand événement. Plus de 80 délégués issus.es de 33 pays !

Le CSFEF représente la majorité des syndicats de l'éducation des pays francophones. Il est une organisation internationale non gouvernementale (OING) reconnue par l'Organisation internationale de la Francophonie et travaillant au sein de l'Internationale de l'Éducation.

La FERC CGT était représentée par notre Camarade Philippe Legrand, de la CGT Enseignement Privé.

**Au menu, plusieurs tables rondes ont traité d'enjeux majeurs :**

- Comment assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie? La cible 4 des Objectifs du développement durable (ODD).

- Comment relever les défis posés par le PASEC (Programme d'Analyse des Systèmes Éducatifs de la Confédération des Ministres de l'Éducation des États et Gouvernements de la Francophonie) ?

- Quels financements pour l'atteinte des ODD - les gouvernements abdiquent-ils leurs responsabilités en éducation au profit du secteur privé ?

- Les programmes de formations professionnelle et technique devaient-ils viser une meilleure adéquation avec les besoins du marché du travail ?

- Comment sortir de la précarité en éducation ? Quel statut pour les enseignant.es ?

Cette Rencontre a été l'occasion, à quelques jours du Sommet de la Francophonie, de sensibiliser les chefs d'État et de gouvernement à

l'importance de l'éducation dans les pays de la Francophonie. À ce sujet, le CSFEF leur a fait parvenir une déclaration qui démontre la mobilisation de la Francophonie syndicale pour une éducation publique, gratuite et de qualité pour toutes et tous. Cette mobilisation sera nécessaire afin que les pays de la Francophonie puissent atteindre les objectifs du développement durable adoptés par l'Organisation des Nations Unies et, en particulier, l'objectif 4 qui concerne l'éducation. Cet objectif vise à « *assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie* ».

Cette Rencontre a permis aussi de tracer les grandes orientations du CSFEF au cours des deux prochaines années.

**Les participants et participants ont également participé à des ateliers sur les thèmes suivants :**

- Les droits syndicaux,
- La protection sociale,
- La santé au travail et les conditions de travail,
- La représentativité syndicale et les élections professionnelles.

Dans la foulée de cette Rencontre du CSFEF, les 57 chefs d'État et de gouvernements des pays membres de la Francophonie ont clôturé le 16<sup>e</sup> Sommet de la Francophonie en publiant la « Déclaration d'Antananarivo », dont plusieurs paragraphes concernent l'éducation, faisant écho aux débats qui se sont tenus : liberté d'expression, citoyenneté et démocratie, développement durable, enseignant.es qualifié.es pour une éducation de qualité, attachement à l'éducation publique et contrôle renforcé du secteur éducatif privé.

Il s'agit là d'une victoire importante, non seulement pour les syndicats de l'éducation affiliés au CSFEF, qui ont fait parvenir une déclaration à l'OIF (Organisation Internationale de la Francophonie) en mai dernier, mais aussi pour l'ensemble des organisations de la société civile qui ont signé l'Appel contre la marchandisation de l'éducation.

En effet, l'article 39 représente la déclaration la plus forte faite par des chefs d'État contre la marchandisation de l'éducation, pour une éducation publique, gratuite et de qualité pour tous et toutes et pour une régulation des acteurs privés de l'éducation. Elle reconnaît explicitement le rôle de la société civile et demande à l'OIF de travailler avec elle, ce qui reflète l'importance de la mobilisation collective de l'ensemble des signataires de cet Appel au cours des derniers mois.



**Liste des pays représentés à la XV<sup>e</sup> Rencontre du CSFEF :**

Algérie, Belgique, Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Canada, Cap Vert, Congo, Côte d'Ivoire, Djibouti, France, Gabon, Guinée Conakry, Haïti, Liban, Luxembourg, Madagascar, Mali, Maroc, Ile Maurice, Mauritanie, Niger, Québec, République Centrafricaine, République Démocratique du Congo, Roumanie, Rwanda, Sénégal, Suisse, Tchad, Togo, Tunisie.